



Intercultural school
Talents pour le monde

EPREUVES D'ADMISSION

SESSION 2021

LANGUE DE TRAVAIL: FRANCAIS

SID

I. DOSSIER



États-Unis : en revenant dans l'accord de Paris, Joe Biden parie sur les bénéfices d'une diplomatie climatique offensive

Par Arnaud Leparmentier (New York, correspondant)

Publié le 21 janvier 2021 à 05h38 - Mis à jour le 21 janvier 2021 à 09h47

Comme promis, Joe Biden a signé, mercredi 20 janvier, au premier jour de son mandat un décret présidentiel annonçant le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat (2015). La demande devait être déposée dans la soirée devant l'Organisation des Nations Unies (ONU), ce qui doit permettre aux États-Unis de redevenir partie à l'accord dans trente jours.

Le geste politique, attendu, est spectaculaire, et marque le retour des États-Unis dans le concert des Nations et leur intention de lutter contre le réchauffement climatique. Donald Trump avait pendant des années minimisé ce dérèglement, parlant même dans sa campagne de 2016 de « *canular* ». Son pays, compte tenu des délais imposés, n'avait quitté effectivement l'accord qu'au lendemain de sa défaite à l'élection présidentielle, le 4 novembre 2020.

« *Welcome Back* », s'est félicité le président français Emmanuel Macron. Un retour, mais pourquoi faire, alors que l'accord de Paris n'est pas contraignant et que la situation est encore pire que les projections réalisées lors de sa négociation ? Comment faire confiance aux États-Unis, après que George W. Bush et Donald Trump, les deux derniers présidents républicains, eurent répudié successivement le protocole de Kyoto, signé en 1997, et l'accord de Paris ? « *Nous entrons dans l'arène internationale avec un déficit de crédibilité* », a déclaré à l'agence Reuters John Podesta, conseiller de Barack Obama en 2015 lors de la négociation du texte.

Mutation en bonne voie

Toutefois, l'examen de la situation peut permettre de conclure que Joe Biden et les États-Unis sont sérieux sur le climat, car ils y ont intérêt politiquement, sont prêts technologiquement et peuvent en faire un outil de leur diplomatie. Sur le plan intérieur, la prise de conscience environnementale est nette et la volonté politique forte. Les années Trump furent marquées par une série de décisions symboliques ayant provoqué un tollé, mais Joe Biden les a immédiatement annulées. Le président a annoncé la suspension des travaux sur l'oléoduc Keystone XL, qui doit permettre aux schistes bitumineux d'Alberta d'être exportés du Canada vers le golfe du Mexique.

Il a prononcé un moratoire sur l'octroi des licences d'exploration pétrolières dans une réserve d'Alaska, que l'administration Trump a tenté de pousser jusqu'au bout pour les rendre irrémédiables. Il compte aussi revenir sur la décision de son prédécesseur de réduire les parcs

nationaux que Barack Obama avait agrandis à l'extrême à la fin de son mandat, comme Grand Staircase Escalante et Bears Ears dans l'Utah.

Plus fondamentalement, la précédente administration avait assoupli fortement les contraintes environnementales. Le président Biden a ordonné à toutes les agences américaines de revoir les réglementations des quatre dernières années pour s'assurer qu'elles étaient fondées sur la connaissance scientifique. Il va aussi croiser le fer avec les producteurs de pétrole et d'électricité et les constructeurs automobiles, en leur fixant des normes environnementales accrues, notamment sur les émissions de méthane et de CO₂, qui avaient été allégées.

Si M. Biden peut se le permettre, c'est qu'il est démocrate – les pétroliers financent les républicains – et, surtout, parce que les Etats-Unis sont en bonne voie pour accomplir leur mutation technologique et énergétique, même s'ils dégagent deux fois plus de CO₂ par habitant que l'Allemagne. Le charbon ne représente plus que le cinquième de la production d'électricité, contre plus de la moitié au début du siècle – le pays a fermé des centrales produisant plus que l'intégralité du parc nucléaire français. L'industrie pétrolière, moribonde avant la crise, est frappée de plein fouet par le Covid-19. Les énergies renouvelables (20 % de l'électricité), notamment l'éolien et le solaire, montent en puissance, y compris dans les plaines pétrolières du Texas.

Une arme contre la Chine

Enfin, la révolution technologique de la voiture électrique est en marche. Avec Tesla, bien sûr, dont le patron Elon Musk, présent à l'inauguration de Joe Biden, est désormais l'homme le plus riche de la planète, mais aussi avec General Motors, qui met les bouchées doubles, ainsi qu'Apple. Joe Biden, qui se présente comme l'homme des syndicats, veut accélérer la transition énergétique pour financer des grands travaux, inventer les emplois de demain pour le travailleur américain. C'est l'objectif de son Green New Deal, qui prévoit d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et d'investir 2 000 milliards de dollars (1 650 milliards d'euros) sur quatre ans (au total, 10 % du produit intérieur brut annuel).

Ces intérêts offensifs permettraient aux Etats-Unis de déployer une nouvelle diplomatie climatique. Dans sa campagne, le candidat Biden entendait « *amener chaque grand pays à accroître l'ambition de ses objectifs climatiques nationaux* » et ne cachait pas son intention de les rendre contraignants. « *Joe Biden veillera à ce que ces engagements soient transparents et applicables, et empêchera les pays de tricher, en utilisant l'influence économique et le pouvoir d'exemple des Etats-Unis* », stipulait le programme.

En ligne de mire, la Chine, adversaire stratégique unique des Etats-Unis en ce début de XXI^e siècle. Le président démocrate entend utiliser contre elle l'arme du climat, en l'accusant de dumping climatique : « *Joe Biden ne permettra pas à d'autres pays, y compris la Chine, de jouer contre le système, en devenant des économies de destination pour les pollueurs, en sapant nos efforts climatiques et en exploitant les travailleurs et les entreprises américains* », précisait le candidat.

L'envoyé spécial pour le climat, John Kerry, aura fort à faire pour convaincre de sa bonne foi. Les partenaires rappelleront Washington à ses obligations d'aide à la transition énergétique des pays émergents : les Etats-Unis n'ont versé que 1 milliard de dollars sur les 3 milliards promis. Mais il n'est pas impossible que les annonces de Joe Biden soient suivies d'actions concrètes.

II. QUESTIONS

1. Qu'entendez-vous par « diplomatie climatique » ?
2. Quelles seraient, selon vous les avantages mais aussi désavantages de la transition énergétique ?